

Fonds privé Scotia d'actions mondiales à faible volatilité

Rapport annuel de la direction sur le rendement du Fonds

Pour la période close le 31 décembre 2017

Le présent rapport annuel de la direction sur le rendement du Fonds contient les principales données financières, mais ne contient pas les états financiers annuels complets du Fonds. Vous pouvez obtenir sans frais un exemplaire des états financiers annuels en composant le 1 800 387-5004, en consultant notre site Web à l'adresse www.fondsscotia.com ou celui de SEDAR à l'adresse www.sedar.com, ou en nous écrivant à l'adresse suivante : Gestion d'actifs 1832 S.E.C., 1, rue Adelaide E., 28^e étage, Toronto (Ontario) M5C 2V9.

Les porteurs de titres peuvent également obtenir, par un des modes susmentionnés, un exemplaire des politiques et procédures de vote par procuration, du dossier de vote par procuration ou de l'information trimestrielle sur le portefeuille du Fonds.

Gestion d'actifs 1832 S.E.C. est le gestionnaire (le « gestionnaire ») du Fonds. Dans le présent document, les termes « nous », « notre », « nos » et « gestionnaire » désignent Gestion d'actifs 1832 S.E.C., et « Fonds » désigne le Fonds privé Scotia d'actions mondiales à faible volatilité.

Dans le présent document, « valeur liquidative » et « valeur liquidative par part » désignent la valeur liquidative établie aux termes de la partie 14 du *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-106 »), et « actif net » et « actif net par part » désignent le total du capital ou l'actif net attribuable aux porteurs de parts du Fonds établi aux termes des Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines rubriques du présent rapport, notamment la rubrique « Événements récents », peuvent contenir des énoncés prospectifs au sujet du Fonds et des fonds sous-jacents (le cas échéant), y compris des énoncés relatifs à leur stratégie, à leurs risques, à leur rendement prévu, à leur situation et aux événements. Les énoncés prospectifs comprennent des énoncés de nature prévisionnelle qui dépendent de conditions ou d'événements futurs ou qui s'y rapportent, ou qui contiennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « compter », « planifier », « croire », « estimer », « projeter » ainsi que d'autres termes semblables ou les formes négatives de ces termes.

En outre, tout énoncé concernant le rendement futur, les stratégies ou les perspectives, ainsi que les mesures futures que pourrait prendre le Fonds, est également considéré comme un énoncé prospectif. Les énoncés prospectifs sont fondés sur les prévisions et les projections actuelles à l'égard d'éléments généraux futurs concernant l'économie, la politique et les marchés, comme les taux d'intérêt, les taux de change, les marchés boursiers et financiers et le contexte économique général; dans chaque cas, on suppose que les lois et règlements ainsi que les impôts applicables

ne font l'objet d'aucune modification. Les prévisions et les projections ayant trait à des événements futurs sont fondamentalement exposées, entre autres, à des risques et incertitudes, dont certains peuvent s'avérer imprévisibles. Par conséquent, les hypothèses relatives à la conjoncture économique future et à d'autres facteurs peuvent se révéler inexactes à une date ultérieure.

Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties du rendement futur, et les résultats et événements réels pourraient différer sensiblement de ceux mentionnés de manière implicite ou explicite dans tout énoncé prospectif du Fonds. Divers facteurs importants peuvent expliquer ces écarts, notamment la conjoncture économique et politique et les conditions des marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, comme les taux de change et les taux d'intérêt, les activités des marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, les changements technologiques, l'évolution des relations entre gouvernements, les procédures juridiques ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Nous insistons sur le fait que la liste de facteurs importants qui précède n'est pas exhaustive. Certains de ces risques et incertitudes et d'autres facteurs sont décrits dans le prospectus simplifié du Fonds sous la rubrique « Risques spécifiques aux organismes de placement collectif ».

Nous invitons le lecteur à considérer avec une attention particulière ces facteurs, entre autres, avant de prendre une décision de placement. Nul ne devrait se fier outre mesure aux énoncés prospectifs. De plus, il importe de savoir que le Fonds n'a pas l'intention de mettre à jour les énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autres, avant la publication du prochain rapport de la direction sur le rendement du Fonds, et que les énoncés prospectifs ne s'appliquent qu'en date du présent rapport de la direction sur le rendement du Fonds.

Objectif et stratégies de placement

Le Fonds a pour objectif de réaliser une croissance du capital à long terme et d'offrir une volatilité inférieure à celle des marchés mondiaux. Il investit principalement dans des titres de capitaux propres de sociétés situées dans le monde entier.

Le conseiller en valeurs utilise une stratégie de gestion quantitative des actions mondiales visant à procurer des rendements comparables à ceux de l'indice à des niveaux de risque inférieurs à ceux de l'indice. Le Fonds cherche à réduire la volatilité des rendements tout en maintenant le potentiel de croissance des actions à long terme. Pour réaliser les objectifs du Fonds, le conseiller en valeurs :

- investit dans des titres de capitaux propres de sociétés du monde entier;

- investit dans des actions qui présentent un risque systématique peu élevé et une faible corrélation avec d'autres catégories d'actif;
- utilise un processus de placement quantitatif visant à maximiser la croissance des actions tout en contrôlant l'exposition au risque.

Le conseiller en valeurs peut choisir d'utiliser des bons de souscription et des instruments dérivés comme les options, les contrats à terme normalisés et de gré à gré ainsi que les swaps afin d'obtenir une exposition à des titres et à des marchés donnés au lieu d'acheter des titres directement afin de se couvrir contre des pertes liées à la fluctuation des placements du Fonds ou des pertes de change. Les instruments dérivés ne seront utilisés que de la façon autorisée par la réglementation en valeurs mobilières.

Le Fonds peut investir jusqu'à 100 % de son actif dans des titres étrangers.

Risque

Les risques associés au Fonds sont décrits dans le prospectus simplifié. Le gestionnaire applique depuis le 14 novembre 2017 la nouvelle méthode de classification du risque récemment imposée par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières pour déterminer le niveau de risque de placement du Fonds. Le niveau de risque de placement du Fonds ainsi que ses objectifs et stratégies de placement n'ont pas changé par suite de l'application de la nouvelle méthode.

Résultats

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 (la « période »), le rendement des parts de série M du Fonds s'est établi à 5,7 %. Les rendements du Fonds sont présentés déduction faite des frais de gestion et des charges, contrairement à ceux de l'indice de référence du Fonds, qui traduisent l'évolution d'un indice ne comportant ni frais ni charges.

Pour la même période, le rendement de l'indice MSCI Monde (hors Canada) (en CAD), indice de référence général du Fonds, a été de 14,9 %. Conformément aux exigences du Règlement 81-106, nous avons établi une comparaison avec cet indice pour aider à la compréhension du rendement du Fonds par rapport à celui de l'ensemble du marché.

Pour la période, la performance du Fonds a été inférieure à celle de l'indice de référence, compte non tenu des frais et des charges.

Au dernier trimestre de la période, les taux d'intérêt américains et les actions mondiales ont considérablement augmenté, les tendances reflationnistes s'étant amplifiées. Vers la fin d'octobre, le rendement des valeurs du Trésor américain à 10 ans a atteint 2,46 %, son plus haut niveau depuis la mi-mars, après un creux aussi bas que 2,01 % en septembre. Les actions mondiales ont progressé de 2,1 % en octobre, soit un douzième gain mensuel d'affilée.

L'indice manufacturier de septembre de l'Institute for Supply Management (« ISM »), publié en octobre, était de 60,8, chiffre le plus élevé depuis juin 2004. Les demandes de prestations

hebdomadaires d'assurance emploi ont reculé à 223 000, leur plus bas niveau depuis 1973. Ces chiffres favorables, ainsi que la croissance de 3,0 % du produit intérieur brut (« PIB ») au premier trimestre, qui a dépassé les attentes consensuelles, ont permis à l'indice Citigroup Economic Surprise Index d'atteindre son plus haut niveau depuis avril.

L'Organisation de coopération et de développement économiques a estimé que les quarante-cinq économies dont elle suit l'évolution sont en bonne voie d'expansion en 2017 pour la première fois depuis 2007, la croissance de trente-trois de ces pays s'étant accélérée depuis l'année dernière. De plus, JP Morgan Chase & Co a estimé que 75 % des vingt-quatre pays de son groupe de croissance mondiale ont réalisé une croissance supérieure au potentiel en 2017.

L'économie mondiale continuant de s'améliorer, les signaux sur le rythme auquel les principales banques centrales procéderont vraisemblablement à resserrer leurs politiques étaient au centre de l'attention. En octobre, la Banque centrale européenne a annoncé une réduction de son programme d'achat d'actifs mensuel à 30 milliards d'euros par mois jusqu'en septembre 2018, mais n'a fourni aucune date pour la fin du programme contrairement à ce que bon nombre d'intervenants sur le marché avaient anticipé. Cette situation a entraîné un recul de 12 points de base du rendement des obligations allemandes à 10 ans de référence. La nomination grandement attendue de Jerome Powell à titre de nouveau président de la Réserve fédérale américaine (la « Fed ») a causé un recul des rendements des valeurs américaines à 10 ans. De plus, les grandes lignes d'un projet de loi de réforme fiscale visant à réduire les taux d'imposition des sociétés américaines ont commencé à apparaître en octobre.

En novembre, les indicateurs économiques mondiaux et les prévisions concernant les politiques budgétaires et monétaires à court terme demeuraient alignés avec la croissance mondiale synchronisée plus rapide qui a soutenu les marchés des actions au cours de la période. En Europe, l'enquête étroitement surveillée du German Ifo Institute for Economic Research sur le climat des affaires a montré que celui-ci a atteint son plus haut niveau jamais enregistré, et l'indice plus général Markit Eurozone Purchasing Managers' Index a atteint un sommet de 60,1 pour le mois.

Aux États-Unis, les publications de données économiques meilleures que prévues ont fait grimper l'indice Citigroup Economic Surprise Index à son plus haut niveau depuis le début de 2014 et le département du Commerce a annoncé une hausse du PIB de 3,3 % au troisième trimestre. L'amélioration continue des statistiques américaines et les perspectives favorables en ce qui concerne la législation sur l'impôt des sociétés ont amené les investisseurs à prévoir deux hausses d'intérêt par la Fed en 2018, contre seulement une à la fin d'octobre. Ailleurs, la Banque d'Angleterre a augmenté ses taux d'intérêt pour la première fois en douze ans, une hausse grandement attendue.

Les marchés mondiaux des actions, représentés par l'indice MSCI Monde (tous pays), ont gagné 24,6 % au cours de la période. Les gains ont été sur une large base, tous les principaux indices régionaux ayant produit des rendements de plus de 20 %. Dans les

marchés développés, le gain de 21,8 % de l'indice S&P 500 a été surpassé par le gain de 26,2 % de l'indice MSCI Europe et celui de 25,0 % de l'indice MSCI Pacifique, les deux indices ayant bénéficié de la dépréciation du dollar américain.

Les actions des marchés émergents ont quant à elles gagné 37,8 %. Concernant l'indice MSCI Marchés émergents, les pondérations les plus importantes ont été dans deux des trois régions les plus performantes. La Chine, qui constitue 30 % de l'indice, a progressé de 54,3 %, tandis que la Corée, qui a une pondération de 15 %, a gagné 47,8 %. Seule la Pologne a affiché des gains plus importants, avec un rendement de 55,3 %.

Les services de télécommunication, les matériaux et l'industrie sont les trois secteurs qui ont le plus contribué au rendement pour la période. Les technologies de l'information, les biens de consommation de base et les services aux collectivités sont les secteurs qui ont le moins contribué. General Electric Co., McDonald's Holding Co. (Japan), Ltd. et Norsk Hydro ASA sont les trois titres qui ont le plus contribué au rendement, tandis que SCANA Corp., Apple Inc. et Campbell Soup Co. sont les trois titres qui ont le plus nu.

La valeur liquidative du Fonds a passé de 0,2 M\$ au 31 décembre 2016 à 313,6 M\$ au 31 décembre 2017. Cette variation s'explique par des ventes nettes de 298,8 M\$, par un résultat des placements de 15,0 M\$ et par des distributions en trésorerie de 699 \$. Le résultat des placements du Fonds comprend des revenus et des charges qui fluctuent d'un exercice à l'autre. Les revenus et les charges du Fonds ont varié par rapport à l'exercice précédent principalement du fait des variations de l'actif net moyen, de l'activité du portefeuille et des changements dans les placements porteurs de revenu.

Le Fonds peut verser des distributions selon un taux établi occasionnellement par le gestionnaire. Si le montant global des distributions versées est supérieur à la tranche du revenu net et des gains en capital nets réalisés, l'excédent constitue un remboursement de capital. Le gestionnaire estime que ce remboursement de capital n'a pas d'incidence importante sur la capacité du Fonds à mettre en œuvre sa stratégie de placement et à atteindre ses objectifs de placement.

Événements récents

IFRS 9 Instruments financiers

La version définitive d'IFRS 9 *Instruments financiers* (« IFRS 9 ») a été publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») en juillet 2014 et remplacera IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* relativement au classement et à l'évaluation des actifs et passifs financiers.

Le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers du Fonds devront donc être faits selon IFRS 9 lorsque cette norme sera en vigueur. Le Fonds devra appliquer cette nouvelle norme pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Le gestionnaire a examiné la norme et a conclu pour le moment qu'elle exigera, entre autres, l'ajout d'informations supplémentaires sur les changements apportés au classement de certains instruments

financiers, pour le rendre conforme à IFRS 9. L'adoption de la norme n'aura aucune incidence sur l'actif net attribuable aux porteurs de parts rachetables.

Opérations avec des parties liées

Le gestionnaire est une filiale en propriété exclusive de La Banque de Nouvelle-Écosse (la « Banque Scotia »). La Banque Scotia détient aussi, directement ou indirectement, 100 % des courtiers en fonds communs de placement Placements Scotia Inc. et Fonds d'investissement Tangerine Limitée et du courtier en placement Scotia Capitaux Inc. (qui comprend les entités ScotiaMcLeod et Scotia iTRADE).

Le 4 août 2017, Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. a acquis Patrimoine Hollis, y compris Services financiers Patrimoine Hollis inc. (collectivement, « Patrimoine Hollis »), une partie liée au gestionnaire. De ce fait, Patrimoine Hollis n'est plus une partie liée.

Le gestionnaire peut effectuer des transactions ou conclure des accords au nom du Fonds avec d'autres membres de la Banque Scotia ou certaines sociétés affiliées ou rattachées au gestionnaire (chacune une « partie liée »). Toutes les transactions entre le Fonds et les parties liées sont conclues dans le cours normal des activités et dans des conditions de concurrence normales.

Cette section a pour but de décrire brièvement toutes les opérations du Fonds avec des parties liées.

Frais de gestion

Le gestionnaire est responsable de la gestion et des activités courantes du Fonds. Certaines séries du Fonds paient des frais de gestion au gestionnaire en contrepartie des services décrits à la rubrique « Frais de gestion » du présent document. Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative de chaque série du Fonds. Ils sont calculés quotidiennement et payés chaque mois.

Frais d'administration à taux fixe et autres frais du Fonds

Le gestionnaire assume les charges d'exploitation du Fonds autres que les autres frais du Fonds. En contrepartie, le Fonds paie au gestionnaire des frais d'administration à taux fixe (les « frais d'administration à taux fixe ») à l'égard de chaque série du Fonds. Ces frais d'administration à taux fixe sont présentés dans les états financiers du Fonds. Les frais d'administration à taux fixe correspondent à un pourcentage déterminé de la valeur liquidative d'une série du Fonds, et ils sont calculés et payés de la même façon que les frais de gestion du Fonds. De plus amples renseignements sur les frais d'administration à taux fixe sont fournis dans le prospectus simplifié du Fonds le plus récent.

En outre, chaque série du Fonds est responsable du paiement de sa quote-part de certaines charges d'exploitation du Fonds (les « autres frais du Fonds »). De plus amples renseignements sur les autres frais du Fonds sont fournis dans le prospectus simplifié du Fonds le plus récent.

Le gestionnaire peut, à son gré, abandonner ou absorber une partie des charges d'une série du Fonds. Il peut également cesser sans préavis ces abandons ou absorptions en tout temps.

Services de garde

Au cours de la période, la Banque Scotia a été le dépositaire du Fonds et a reçu des honoraires pour ses services à ce titre et pour des services connexes. Le dépositaire a assuré la conservation des titres du Fonds, veillant ainsi à ce qu'ils n'aient été utilisés qu'au bénéfice des investisseurs du Fonds. Le gestionnaire a payé les droits de garde en contrepartie des frais d'administration à taux fixe qui lui ont été versés par le Fonds.

Le 2 octobre 2017, State Street Trust Company Canada est devenue le dépositaire du Fonds en remplacement de La Banque Scotia.

Autres frais

Le gestionnaire ou ses sociétés affiliées peuvent recevoir des commissions ou réaliser des gains dans le cadre de différents services offerts au Fonds ou de différentes opérations effectuées avec celui-ci, comme des opérations bancaires, des services de garde, des opérations de courtage, de change ou sur dérivés. Le gestionnaire ou ses sociétés affiliées peuvent réaliser un gain de change lorsque les porteurs de parts procèdent à des échanges de parts entre des séries libellées dans différentes monnaies.

Comité d'examen indépendant

Conformément au *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-107 »), le gestionnaire a nommé un comité d'examen indépendant (le « CEI ») dont le rôle est d'examiner, le cas échéant, certains cas de conflits d'intérêts soumis par le gestionnaire au nom du Fonds et de formuler des recommandations ou d'approuver la marche à suivre. Le CEI a la responsabilité de surveiller, conformément au Règlement 81-107, les mesures prises par le gestionnaire lorsque celui-ci est en situation de conflit d'intérêts réel ou perçu.

Le CEI peut également approuver certaines fusions entre le Fonds et d'autres fonds et tout changement d'auditeur du Fonds. Sous réserve des dispositions légales sur les sociétés et les valeurs mobilières, l'autorisation des porteurs de titres ne sera pas sollicitée dans de tels cas, mais un avis écrit leur sera envoyé au moins 60 jours avant la date d'effet d'une fusion ou d'un changement d'auditeur. Pour certaines fusions, l'approbation des porteurs de titres devra toutefois être obtenue.

Le CEI est composé de cinq membres – Carol S. Perry (présidente), Brahm Gelfand, Simon Hitzig, D. Murray Paton et Jennifer L. Witterick – tous indépendants du gestionnaire.

Chaque exercice, le CEI prépare et soumet un rapport aux porteurs de titres décrivant son organisation et ses activités et contenant une liste exhaustive de ses directives permanentes. Celles-ci permettent au gestionnaire d'intervenir de façon continue à l'égard d'une situation de conflit d'intérêts précise à condition qu'il respecte les politiques et procédures applicables à ce type de

situation et qu'il rende régulièrement des comptes à ce sujet au CEI. Ce rapport peut être obtenu gratuitement auprès du gestionnaire ou sur son site Web.

La rémunération du CEI et ses frais raisonnables sont prélevés sur l'actif du Fonds et l'actif des autres fonds d'investissement pour lesquels le CEI agit à titre de comité d'examen indépendant. La rémunération se compose essentiellement d'une provision annuelle pour honoraires et de jetons de présence pour chaque participation à une réunion du CEI. Le président du CEI a droit à une rémunération supplémentaire. Les frais du CEI peuvent inclure des primes d'assurance, des frais de déplacement et des débours raisonnables.

Le CEI a donné les directives permanentes suivantes au Fonds relativement aux opérations avec des parties liées :

- paiement de commissions et de marges de courtage à une partie liée pour l'exécution d'opérations sur titres à titre de placeur pour compte et de placeur principal pour le compte du Fonds;
- achat ou vente de titres d'un émetteur auprès d'un autre fonds de placement géré par le gestionnaire;
- investissement dans des titres d'émetteurs pour lesquels une partie liée a agi à titre de preneur ferme pour le placement de ces titres et pendant les 60 jours suivant la clôture de ce placement;
- exécution d'opérations de change avec une partie liée pour le compte du Fonds;
- achat de titres d'un émetteur étant une partie liée;
- passation de contrats d'instruments dérivés hors cote au nom du Fonds avec une partie liée;
- exécution d'opérations de prêt de titres avec une partie liée;
- externalisation à des parties liées de produits ou de services pouvant être facturés au Fonds;
- acquisition de titres interdits tels qu'ils sont définis dans la réglementation sur les valeurs mobilières;
- conclusion d'opérations hypothécaires avec une partie liée.

Le gestionnaire est tenu d'informer le CEI de tout manquement à l'une des exigences des directives permanentes. Celles-ci stipulent notamment que la décision de placement relative à une opération avec une partie liée : a) doit être prise par le gestionnaire sans aucune influence de la part d'une entité liée au gestionnaire et sans tenir compte d'aucune société associée ou affiliée au gestionnaire, b) doit représenter l'appréciation professionnelle du gestionnaire, sans aucune autre considération que l'intérêt du Fonds et c) doit être prise conformément aux politiques et aux procédures écrites du gestionnaire. Les opérations exécutées par le gestionnaire dans le cadre des directives permanentes sont par la suite examinées par le CEI pour un contrôle de conformité.

Au cours de la période, le Fonds s'est appuyé sur les directives permanentes du CEI en ce qui concernait les opérations avec des parties liées.

Principales données financières

Les tableaux suivants présentent les principales informations financières de chaque série du Fonds et ont pour but d'aider le lecteur à comprendre ses résultats pour les périodes indiquées. Ces données sont fournies conformément à la réglementation et il est possible que ces chiffres ne s'additionnent pas, puisque l'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités est fondée sur le nombre moyen de parts en circulation au cours de la période et que tous les autres montants sont établis selon le nombre réel de parts en circulation au moment pertinent. Les notes afférentes aux tableaux figurent à la fin de la rubrique « Principales données financières ».

Actif net par part du Fonds¹

Pour la période close le	Actif net à l'ouverture de la période (\$)	Augmentation (diminution) liée aux activités :					Distributions :				Actif net à la clôture de la période (\$) ¹	
		Total des revenus	Total des charges	Gains (pertes) réalisés pour la période	Gains (pertes) latents pour la période	Augmentation (diminution) totale liée aux activités ²	Revenus nets de placement (hors dividendes)	Dividendes	Gains en capital	Remboursement de capital		Total des distributions ³
Série M												
31 déc. 2017	10,00	0,32	(0,08)	(0,04)	(0,43)	0,63	-	(0,17)	-	-	(0,17)	10,39
31 déc. 2016*	10,00	0,01	(0,01)	-	-	-	-	-	-	-	-	10,00

* La série M a été lancée le 14 novembre.

¹ Ces renseignements proviennent des états financiers annuels audités du Fonds. L'actif net par part présenté dans les états financiers peut différer de la valeur liquidative calculée pour établir le prix des titres du Fonds. Ces différences sont expliquées dans la note 2 des états financiers du Fonds. La valeur liquidative par part à la clôture de la période est présentée à la rubrique « Ratios et données supplémentaires ».

² L'actif net par part et les distributions par part sont établis selon le nombre réel de parts en circulation pour une série en particulier au moment pertinent. L'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités par part est fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation au cours de la période.

³ Les distributions ont été versées en trésorerie ou réinvesties dans des parts supplémentaires du Fonds.

Ratios et données supplémentaires

Au	Total de la valeur liquidative (en milliers de dollars) ¹	Nombre de parts en circulation ¹	Ratio des frais de gestion (« RFG ») (%) ²	RFG avant abandon ou absorption des charges (%) ²	Ratio des frais d'opérations (%) ³	Taux de rotation du portefeuille (%) ⁴	Valeur liquidative par part (\$) ⁴
Série M							
31 déc. 2017	313 600	30 170 797	0,28	0,67	-	14,17	10,39
31 déc. 2016	150	15 005	0,27	0,27	-	-	10,00

¹ Données à la date de clôture des exercices indiqués.

² Le ratio des frais de gestion est établi d'après le total des charges de la période indiquée (compte tenu de la taxe de vente et compte non tenu des commissions et des autres coûts de transactions de portefeuille) de chaque série du Fonds et des fonds sous-jacents, le cas échéant, et il est exprimé en pourcentage annualisé de la valeur liquidative moyenne quotidienne de la période.

³ Le ratio des frais d'opérations représente le total des commissions et autres coûts de transactions de portefeuille du Fonds et des fonds sous-jacents, le cas échéant, exprimé en pourcentage annualisé de la valeur liquidative moyenne quotidienne du Fonds pour la période.

⁴ Le taux de rotation du portefeuille du Fonds indique dans quelle mesure le conseiller en valeurs du Fonds gère activement les placements de celui-ci. Un taux de rotation de 100 % signifie que le Fonds achète et vend tous les titres de son portefeuille une fois au cours de la période. Plus le taux de rotation au cours d'une période est élevé, plus les frais d'opérations payables par le Fonds sont élevés au cours de cette période, et plus il est probable qu'un investisseur réalisera des gains en capital imposables au cours de l'exercice. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un fonds.

Frais de gestion

Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative de chaque série du Fonds. Ils sont calculés quotidiennement et payés chaque mois. Les frais de gestion couvrent les éléments suivants : la gestion du Fonds, les analyses des placements, les recommandations et les décisions de placement pour le Fonds, l'organisation du placement des titres du Fonds, le marketing et la promotion du Fonds et la prestation ou l'organisation d'autres services.

La répartition des services reçus en contrepartie des frais de gestion pour chaque série s'établit comme suit, en pourcentage des frais de gestion :

Série M	Frais de gestion (%)	Rémunération des courtiers (%)	Autre† (%)
	0,55	s.o.	100,0

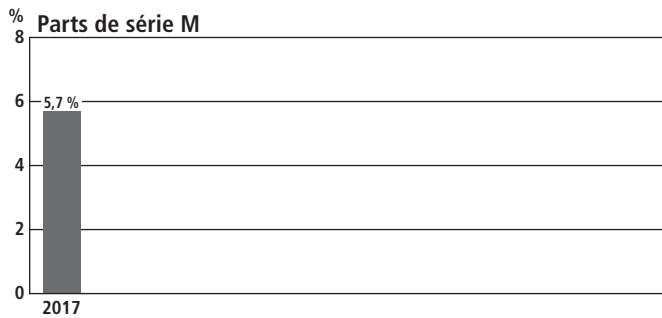
† Services fournis par le gestionnaire, décrits plus haut, sauf la rémunération des courtiers.

Rendement passé

Les rendements passés de chaque série sont présentés ci-dessous; ils ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur du Fonds. L'information présentée suppose que les distributions effectuées par chaque série du Fonds pour les périodes indiquées ont été réinvesties dans des parts additionnelles de la même série. De plus, cette information ne tient pas compte des frais d'acquisition, de rachat, de distribution ni d'autres frais optionnels qui auraient fait diminuer les rendements.

Rendements annuels

Le graphique ci-dessous présente le rendement pour chaque série du Fonds et la variation du rendement d'un exercice à l'autre. Il indique, sous forme de pourcentage, quelle aurait été la variation, à la hausse ou à la baisse, le dernier jour de l'année, d'un placement effectué le premier jour de chaque année pour cette série.



Rendements annuels composés

Le tableau des rendements annuels composés compare le rendement de chacune des séries du Fonds avec celui d'un ou de plusieurs indices de référence. Un indice de référence consiste soit en un indice unique, soit en un groupe d'indices. Les rendements du Fonds sont présentés déduction faite des frais de gestion et des charges pour chaque série, contrairement à ceux des indices de référence qui sont ceux d'indices ne comportant ni frais ni charges.

		Un an	Trois ans	Cinq ans	Dix ans	Depuis l'établissement
Série M	%	5,7	-	-	-	5,1
Indice MSCI Monde (hors Canada) (en CAD)	%	14,9	-	-	-	15,2

Description des indices

Indice MSCI Monde (hors Canada) (en CAD) – Cet indice mesure la performance des sociétés à moyenne et à grande capitalisation des marchés développés, à l'exception du Canada.

Une analyse du rendement du Fonds par rapport à celui de son ou de ses indices de référence est présentée à la rubrique « Résultats » du présent rapport.

Aperçu du portefeuille

Le présent aperçu des titres en portefeuille peut varier en raison des opérations en cours d'exécution. Il est possible d'obtenir les mises à jour trimestrielles, sans frais, en appelant au 1 800 387-5004, ou en visitant le site Web www.fondsscotia.com, 60 jours après la fin du trimestre, ou 90 jours après le 31 décembre, qui marque la fin de l'année civile.

Par pays/région	% de la valeur liquidative ¹
États-Unis	57,7
Japon	8,7
Suisse	5,6
Australie	5,2
Royaume-Uni	3,6
Singapour	3,5
Norvège	3,2
Hong Kong	3,2
Nouvelle-Zélande	2,4
Israël	2,0
France	1,1
Autriche	0,9
Allemagne	0,9
Autres éléments d'actif (de passif) net	0,8
Suède	0,8
Belgique	0,3
Danemark	0,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(0,2)

25 principaux titres

Émetteur	% de la valeur liquidative ¹
FMC Technologies, Inc.	1,2
Halliburton Company	1,1
VeriSign, Inc.	1,1
M&T Bank Corporation	1,1
Paychex, Inc.	1,1
Clorox Company, The	1,1
Swisscom AG	1,0
Dollar Tree Inc.	1,0
Annaly Capital Management Inc.	1,0
Orkla ASA	1,0
Norsk Hydro ASA	1,0
Schlumberger Limited	1,0
Philip Morris International Inc.	1,0
Altria Group, Inc.	1,0
Chevron Corporation	1,0
Jack Henry & Associates Inc.	1,0
Church & Dwight Co., Inc.	1,0
Maruichi Steel Tube Ltd.	1,0
McDonald's Holdings Company Japan Ltd.	1,0
McCormick & Company Inc.	0,9
Procter & Gamble Company, The	0,9
CLP Holdings Limited	0,9
DENTSPLY International Inc.	0,9
Colgate-Palmolive Company	0,9
Voestalpine AG	0,9

¹ Calculé en fonction de la valeur liquidative; par conséquent, les pondérations présentées dans l'inventaire du portefeuille peuvent différer de celles présentées ci-dessus.

